Le chômage, véritable guerre mondiale

Posted on 15 novembre 2014 by Patrick Rouillier

On a longtemps considéré le chomage comme un problème interne à un pays et envisagé les moyen de le combattre sur cette base.

Lorsque, pour des besoins internes, on importe un produit au lieu de le fabriquer on peut dire que l'on importe en meme temps du chomage (en équivalent heure de travail nécéssaire à cette fabrication). Lorsque l'on exporte un produit que l'on à fabriqué, on exporte (vers le pays importateur) du chomage (toujours en equivalent heures de travail).

Donc, s'il existe pour chaque pays une balance du commerce extérieur en unités monaitaire, il en existe également une en terme d'équivalent heures de travail . Cette dernière n'est jamais exprimée et elle est pourtant critique dans le domaine de la compréhension du chomage. Elle n'est bien sur pas ignorée. On sait bien que quand on importe des produits chinois au lieu de les fabriquer on crée du chomage, lorsque l'on délocalise on crée du chomage, … mais on a pas encore pris en compte les échanges d'heures de travail dans les échanges commerciaux internationnaux.

Ceci est du au fait que, encore au XXIème siècle on continue à raisonner en termes de capacité infinie dans le domaine des ressources et des disponibilités. C'est une grande découvertes du siècle dernier que les ressources naturelles sont en quantité finies.

La lutte contre le chomage prend alors un autre visage. Les heures de travail nécéssaires à couvrir les besoins de la planète sont en nombre limité, elles ne peuvent excéder ce qui est nécéssaire à couvrir les besoins du moment.

Ce nombre d'heures de travail total peut évoluer. Il augmente avec l'accroissement de la population (mais sans changer le nombre d'heures de travail disponible par individu). Il augmente également avec l'accroissement des besoins individuels. Inversement il diminue avec l'accroissement de la productivité. Au global, je le penses mais sans en avoir la preuve, qu'il diminue dans les pays modernes, industrialisé, et augmente dans les pays en developpement.

En tout état de cause, à un instant donné il représente une quantité finie qui doit être partagée entre les individus vivants sur la planète. La lutte contre le chomage prends alors l'aspect d'une grande bataille internationnale. Si je resoud mon

problème de chomage c'est en le transmettant à d'autres . Un véritable « jeux de la patate chaude » !

C'est à ce niveau que ce pose le problème de la compétitivité et que le concept de libéralisme apparaît dans toute sa grandeur et toute sont horreur !

Notre monde s'avère fondamentalement libéral (c'est la loi de la nature, manger ou être manger) et la guerre du chomage en fait partie intégrante. J'ai bien sur une grande tendresse pour les grandes notions égalitaires, la grande solidarité, je les appelle de tous mes vœux mais je n'y crois guère.

La notion de partage fonctionne très bien dans l'abondance (il y a ce qu'il faut pour tous le monde et le partage est facile) ou dans le dénuement (on a rien alors on veut bien le partager!), mais dans la difficulté, la pénurie, elle s'éfface devant le chacun pour soi.

Le problème du chomage est bien un problème de compétitivité, mais qui dépasse le plan nationnal.

Etant posé ce principe de compétitivité, pour lutter contre le chomage (et le transférer sur d'autres participants) essayons de dégager les paramêtres de cette compétitivité.

1) Pour les entreprises, le facteur mis largement en avant et le cout du travail, dont le niveau joue sur le prix de revient des produits fabriqués, et donc directement sur la compétitivité. Ce critère est lié au modèle social du pays concerné.

2) Le cout des matières premières est également un critère important de la compétitivité. L'entreprise, ou le pays, qui dispose des matières premières à meilleur cout en enregistre immédiatement le contre coup dans ses prix de rvients.

3) Autre facteur important et la capacité d'inovation de l'entreprise, pour trouver des produits nouveaux (niche) déposer des brevets, et donc ainsi éviter, en partie, la compétitivité par le prix. Ce critère est lié à la capacité de créativité des salariés de l'entreprise et donc à leur formation (en terme de connaissances et de liberté d'entreprendre)

4) Le troisème facteur concerne directement le management de l'entreprise, organisation, efficacité, choix des grandes options. Elle est directement lié à la qualité des dirigeants et à leur implication à terme.

Chacun des ces paramêtres peut à lui seul apporter la compétitivité à une entreprise (ou un pays), mais c'est bien sur leur conjonction qui définira le degré de

compétitivite de l'entreprise (du pays). Pour plusieurs d'entre eux ils dépendent peu des entreprises, mais beaucoup de l'environnement social, économique, et culturel du pays ou elles opérent.

Les entreprises ont donc besoin d'être accompagnées dans leur developpement par une politique nationale adaptée.

Schématiquement, deux politiques générales ont été envisagées : la politique de la relance par la demande, et celle de la relance par l'offre.

La politique de « la demande » consiste à injecter du pouvoir d'achat dans le ménages de façon à les inciter à consommer plus et ainsi « booster » la production industrielle.

Cette politique, généralement bien aceptée par les populations et les sympathisants de gauche présente certains inconvénients :

1) En période de crise il n'est pas certain que cette injection de pouvoir d'achat alimente la consommation, mais qu 'elle soit canalisée vers une épargne de sécurité en raison des incertitudes sur l'avenir.

2) L'accroissement de le consommation risque de se porter sur des produits importés et ainsi, non pas favoriser des entreprises locales, mais des entreprises étrangères … ce qui serait un paradoxe.

3) Cette injection de pouvoir d'achat ne peut se mener qu'au prix d'un endettement supplémentaire difficilement acceptable de nos jours.

La politique de l'offre, chère aux libéraux, consiste à diminuer les charges des entreprises, pour accroitre leur compétitivité, leur permettre de vendre et de produire massivement localement ou à l'étranger, reconstituer leurs marges, investir, embaucher, et augmenter les recettes de l'état. (Ceci signifie soit baisser les salaires, soit les aides sociales, soit les impots et taxes sur les sociétés, donc écorner largement les mécanismes de redistribution qui sont le fondement de notre système social.)

1) En ce sens elle répond mieux au quatres critères que nous avons analysés plus haut.

2) Elle s'inscrit dans un courrant international libéral, alors que la politique de « la demande » positionne la France en canard noir de la couvée.

3) Elle bénéficie d'expériences dans des pays étranger qui ont par ce principe

redréssés leurs économies.

Mais elle n’est pas sans inconvénients

1) Si on ponctionne les ménages, les salariés ,pour redonner des marges de manœuvres aux entreprises on appauvri ces derniers pour enrichir les entreprises. En effet, des entreprises prospères signifie actifs réévalués, actionnaires enrichis. Ils s’agit bien d’un transfert de valeurs de consommateurs vers les entreprises et donc d’un fort accroissement des inégalités sociales.

Bien sur les entreprises vont embaucher et le chomage se réduire. Les salariés auront payé cela de leur deniers, alors que les entrprises auront engrangés des bénéfices et n’embaucherons que pour leur besoins (c’est à dire pour augmenter leurs profits)

Tordons le cou à une vielle maxime qui prétends qu’avant de distribuer il faut engranger. Il ne seras pas question ensuite de redistribuer les profits, car toute entreprise qui tenteraient de le faire perdraient immédiatement sa compétitivité et serait « ramenées au problème précedent »

Nous voici donc confronté à un dilème. D’un coté une politique de la demande, peu efficace surtout en période de crise, mais qui receuille l’assentiment de population et généralement proposée par la gauche, et de l’autre une politique de l’offre qui fait le miel des partis de droite, sans doutes efficace, mais qui va à l’encontre des valeurs de notre pays. Ceci explique pourquoi aucun parti politique majoritaire ne peut nous sortir du problème.

Comment donc mener une politique de l’offre efficace mais qui ne le soit pas au détriment des contribuables les moins fortunés ?

Une solution équitable pourrait être que toute aide aux entreprises consentie par l’état, donc par les contribuables, soit assortie d’une prise de participation équivalente de l’état au capital de cette entreprise. Ces actifs pourraient être ensuite revendus par l’état pour être redistribués aux contribuables en remboursement de leurs efforts. Ainsi on arriverait à une solution juste sans pénaliser la compétitivité de l’entreprise.

Cette solution serait sans doutes très mal reçue par le patronat ! D’autre part il est assez difficile de définir la frontière entre une aide aux entreprises et une politique nationale. Par exemple une baisse de l’impot sur les sociétés est elle une une décision de politique nationale ou une aide ponctuelle aux entreprises ?